

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 3 avril 2023

Encore et toujours : luttons jusqu'au retrait !

Samedi dernier, c'est la petite ville de Vire (Calvados, 12 000 habitants), là où Borne s'est fait élire député, qui attirait tous les médias. 535 gendarmes ont eu beau en faire une forteresse où personne ne pouvait entrer sans être contrôlé plusieurs fois, et dissuader les habitants de défiler en attisant la crainte des « casseurs », dix fois plus de manifestants ont à nouveau exigé le retrait de la loi de démolition des retraites !

L'arbre des retraites cache une forêt de colères...

À Vire comme partout en France, la colère contre Macron, président des riches, s'est approfondie durant la semaine écoulée. Les grèves reconductibles, les manifestations et piquets de grève ont à nouveau rythmé l'actualité. L'âge du départ à la retraite reste la préoccupation centrale de ceux et celles qui s'expriment. Mais on ne se limite plus à refuser les 64 ans : le retour aux 60 ans est plébiscité, par les salariés du public comme du privé.

Depuis que la jeunesse déferle à son tour dans les rues, le lien est fait entre les retraites de misère et la précarité que subissent bon nombre d'étudiants et de jeunes travailleurs : « de cette société-là, on n'en veut pas ! » Et les salaires de misère, il y en a marre ! C'est en appelant à lutter pour leur augmentation que les participants ont conclu la manifestation de Vire samedi dernier. La hausse des prix frappe en effet bien plus fort les produits alimentaires de base que tout le reste. Ce sont encore une fois les classes populaires qui en supportent les conséquences !

... que bâtons et lacrymos ne suffisent plus à mater

Le gouvernement espère nous dégoûter des manifs en les saturant de gaz lacrymogènes. Il espère nous diviser en mettant en scène les affrontements entre soi-disant « bons flics » et « méchants casseurs ».

Succès limité : si parmi nous certains hésitent davantage à descendre dans la rue, c'est par crainte de la police, pas des autres manifestants. Et après le déferlement de violences policières à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) lors de la manifestation contre les méga-bassines, des dizaines de rassemblements ont eu lieu en soutien au mouvement Les Soulèvements de la terre menacé de dissolution par le pouvoir.

Main tendue ? Poursuite du bras-de-fer !

Macron est complètement cramé dans l'opinion, en tout cas sur sa « réforme ». Son dernier discours l'a prouvé, au point qu'on pourrait presque souhaiter qu'il reparle bientôt ! Et c'est Borne qui se fend d'une « main tendue » à l'intersyndicale. Celle-ci l'a aussitôt acceptée.

Mais à la base, on s'interroge et même on se méfie. Nous sommes en phase avec cette déléguée au congrès de la CGT qui s'est faite notre porte-parole en interpellant le secrétaire général sortant : « Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation alors que les travailleurs sont dans la rue ? » Borne affirme ne rien vouloir lâcher sur les retraites, alors que discuter ? Cela devrait être aux grévistes, aux manifestants, aux participants aux piquets de grève, à nous toutes et tous qui continuons à contester sa politique de décider. Démocratiquement.

Quant à la pause dont le chef de la CFDT, Laurent Berger, et l'ancien de la CGT Philippe Martinez avaient parlé, cela voudrait dire quoi ? Mettre notre mouvement en pause ? Pas question ! Cela reviendrait à desserrer l'étau dans lequel le pouvoir est pris, alors que nous sommes en train de le contraindre à capituler.

L'heure n'est pas à la relâche. Bien au contraire ! L'intersyndicale a décidé d'une prochaine date de mobilisation jeudi 6 avril. Il faudra descendre à nouveau massivement dans les rues, en grève : ce sera notre réponse à la prétendue « main tendue » de Borne, en fait à son obstination à casser les retraites.

D'ici là, il faut poursuivre les grèves reconductibles, les blocages, les assemblées générales de toutes sortes, afin de maintenir l'ébullition sociale. Chaque jour qui passe dans cette atmosphère contribue à ce que le gouvernement perde un peu plus le bras-de-fer. Nous pouvons et devons river définitivement le cercueil de sa sale « réforme » !

Chasse aux handicapés

Ferrage Bacs Batterie, la direction veut licencier pour inaptitude médicale Alain, un salarié de 54 ans, 31 ans d'ancienneté. Alain est un salarié handicapé, cela ne l'empêche pas d'être sérieux, travailleur et apprécié par ses collègues. La direction veut se débarrasser des travailleurs qu'elle juge moins rentables. Aujourd'hui c'est Alain qui est visé, demain ce sera d'autres. Défendons Alain, défendons-nous collectivement !

Mettre son projet à la poubelle... à coups de presse !

Emboutissage, équipe 12, mardi dernier, 18 salariés étaient en grève contre la réforme Macron sur les retraites, d'autres secteurs de l'usine étaient aussi mobilisés. Ils ont raison. Pour faire reculer Macron et ses maîtres les patrons, il n'y a que la grève.

Petite annonce...pour de grands besoins

Au CSE, la direction a vaguement annoncé l'embauche en CDI de 10 ouvriers de chaîne et de 4 mainteneurs. Mensonge quelques jours avant les élections ? Si c'est vrai, tant mieux pour les futurs embauchés. Mais ça reste largement insuffisant.

Il y a 600 intérimaires ou CDD dans l'usine qui mériteraient d'être embauchés en CDI, certains travaillent même ici depuis des plusieurs semestres ou années. PSA préfère les laisser dans la précarité. Et beaucoup de secteurs le manquent d'ouvriers professionnels.

C'est en se mobilisant tous qu'on arrivera à faire embaucher en CDI à PSA à la hauteur de nos besoins.

Même les machines le disent : place aux jeunes !

Ces derniers jours, il y a eu de lourdes pannes à l'Emboutissage et à la Peinture cela a entraîné plusieurs heures d'arrêt ou du chômage. L'usine prend de l'âge sans d'investissements, on dirait que les installations aussi sont contre le recul de l'âge de départ à la retraite.

Qu'il manque des pièces, oui... mais pas du salaire !

Il va manquer des pièces, PSA Rennes et Sochaux seront en chômage une semaine à partir du 17 avril. Selon la direction, PSA Poissy aura peut-être du chômage à son tour fin avril. Ça nous fera peut-être souffler, tant mieux. Mais on aimerait pouvoir profiter de ce printemps sans se faire voler sur la fiche de paie par la suite. Pour cela il va falloir tailler la direction en pièce.

Après les pruneaux, ils nous envoient des olives

Karl Olive, député macroniste des Yvelines et ancien maire de Poissy, est passé vendredi matin sur France 2 : « On n'a pas été suffisamment adroits pour expliquer (...) le système des retraites en France ». T'as pas compris ? Alors on t'explique à coups de matraque ! Car, adroits, ils ne l'ont été qu'à crever des yeux, arracher des pouces et arrêter des manifestants, des violences policières que Karl Olive défend.

Il faut « aller sentir le cul des vaches » dit-il dans l'interview... Qu'il aille sentir celui de ses amis.

Médaille vermeille de l'exploitation

La date de clôture pour faire les démarches pour la médaille du travail après 30 ans de boîte va bientôt arriver. Après 30 ans de boîte à PSA, ce ne sont pas quelques centaines d'euros qui sauveront notre santé ni notre salaire, en revanche avec de telles annuités (d'ancienneté) c'est PSA qui pourrait et devrait nous payer la retraite à vie.

Le « Sois intérimaires et tais-toi ! », c'est terminé...

PSA Mulhouse, il y a quelques jours, 80 intérimaires sont allés remettre collectivement à la direction une pétition demandant à toucher l'équivalent de la prime intéressement participation (autour de 3 880 € net comme les CDI), l'augmentation des salaires et l'embauche en CDI de tous les précaires qui le souhaitent.

Les intérimaires et leurs alliés ont fait signer cette pétition à environ 500 autres intérimaires de l'usine. Elle leur a permis de prendre conscience de leur intérêt commun et de leur force potentielle. Il faudra passer à l'étape suivante : grève d'intérimaires avec les CDI.

PSA : Serial licencier

À PSA Trnava en Slovaquie, selon la presse, la direction va licencier environ 360 salariés dans les mois à venir. L'usine est actuellement à l'arrêt pour 3 semaines pour travaux. PSA la modernise à coups de dizaines de millions d'euros, mais au lieu de soulager les salariés ça va servir à les virer. Pas besoin de fermer une usine pour détruire des centaines d'emplois.

Pour maintenir tous les emplois, ceux de Trnava devront l'imposer par la lutte et s'unir aux autres salariés du groupe, notamment ceux qui sont menacés : PSA Douvrin, PSA Tremery-Metz, Fiat Serbie...

Michelin : débrayage contre le vol de la prime

Vendredi 17 mars, près de 250 ouvriers, sur 600 de l'usine Michelin Saint-Doulchard (Centre-Val-de-Loire), ont débrayé. Leur revendication : leur prime d'intéressement annuelle est de 800 € cette année ils veulent 1 200 € net en plus... Mardi 21 la direction a cédé : 775 € bruts versés en avril et encore trois fois 200 €, si les objectifs sont atteints, en mars, avril, mai.

Une victoire partielle, mais Michelin a fait 2 milliards de bénéfices net en 2022 (+ 8,9 %), ce débrayage rappelle que la grève pourrait obtenir encore bien plus.

Les satellites du RN fidèles alliés de Macron

Pas toujours besoin de flics pour tenter de terroriser tous ceux qui luttent contre la réforme des retraites : l'extrême droite postule aussi à ce sale travail.

Depuis plusieurs semaines, une quinzaine d'attaques à la barre de fer, couteau et gaz ont eu lieu contre des cortèges, des piquets de grève, comme à Perpignan, ou contre des blocages d'université.

Macron, patrons, extrême droite et fachos, même combat contre l'ensemble du monde du travail.